

ASSURER UNE REPRISE INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DU COVID: A SÉRIE

Comment pouvons-nous assurer une meilleure reconstruction à la suite de la pandémie ?

Le sommet 2023 des Nations unies sur les ODD a mis en évidence une vérité qui donne à réfléchir : nous sommes confrontés à des crises multiples découlant des répercussions de la pandémie de COVID-19 et des défis mondiaux concomitants.

Nous devons continuer à tenir les gouvernements, les donateurs et d'autres acteurs puissants pour les politiques de Covid qui ont conduit à de nouvelles perturbations dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD).

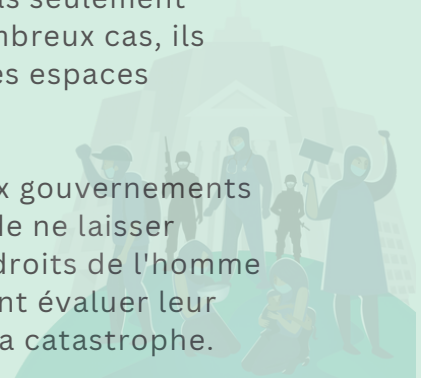


LE MONDE EN QUARANTAINE, LE DÉVELOPPEMENT À L'ARRÊT

En 2021, le POED a publié un rapport sur la réponse apportée par Covid-19 dans 33 pays, en compilant les données fournies par ses organisations membres de la société civile.

Sous l'angle de la coopération efficace au développement (CED), le rapport a révélé que les gouvernements n'étaient pas seulement inefficaces dans leur réponse, mais que dans de nombreux cas, ils avaient mis en œuvre des mesures qui réduisaient les espaces civiques et négligeaient les droits humains.

Le rapport 2021 proposait des recommandations aux gouvernements et aux donateurs, mettant l'accent sur la nécessité de ne laisser personne de côté, sur une approche fondée sur les droits de l'homme et sur les principes de la CED. Nous allons maintenant évaluer leur mise en œuvre et les tendances de la reprise après la catastrophe.



RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID

Aligner l'APD sur les priorités de développement et éliminer les conditionnalités

L'APPROPRIATION
DÉMOCRATIQUE



ÉVALUATION

En 2021, le FMI a rétabli les mesures d'austérité pour les pays à faible revenu.

13 des 15 programmes de prêts du FMI négociés au cours de la deuxième année de la pandémie exigent des mesures d'austérité telles que des taxes sur les denrées alimentaires ou des réductions de dépenses qui pourraient mettre en péril des services publics vitaux.

Neuf (9) pays, dont le Cameroun, le Sénégal et le Suriname, doivent introduire ou augmenter les taxes sur la valeur ajoutée (TVA), appliquées à des produits de première nécessité tels que les denrées alimentaires et les vêtements, ce qui affecte les pauvres de manière disproportionnée. Le programme de prêt de 2,3 milliards de dollars du Kenya comprend un gel des salaires du secteur public pendant trois ans et une augmentation des taxes sur le gaz de cuisine et les denrées alimentaires ([Oxfam, 2022](#)).

RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID



*Accorder des subventions au lieu de prêts pour soutenir
la réponse à la COVID-19*

ÉVALUATION

Si les IFI et les BMD ont apporté une aide d'urgence aux pays en développement, l'aide multilatérale a surtout pris la forme de prêts. Le plan de relance COVID-19 de la Banque mondiale s'est élevé à 93 milliards de dollars, dont seulement 14 % sous forme de dons (13,2 milliards de dollars).

La plupart des PMA sont déjà surendettés ou sur le point de l'être ; les accabler davantage ne ferait qu'entraver les priorités nationales en matière de développement, telles que le renforcement des systèmes de santé mondiaux. Dans la région Asie-Pacifique, par exemple, l'allègement de la dette et les dons ont représenté moins de 4 % de l'aide totale.

RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID

Créer des mécanismes et des processus démocratiques pour une participation significative des diverses parties prenantes

PARTENARIATS
INCLUSIFS



ÉVALUATION

En 2021 et 2022, le Partenariat mondial a apporté un soutien technique à des dialogues d'action multipartites menés par les pays dans 17 pays (en ALC, dans la région MENA, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud-Est).

L'étude des examens nationaux volontaires du POED montre que si les mécanismes d'engagement des organisations de la société civile (OSC) sont devenus plus institutionnalisés, beaucoup ont des structures et des conditions inadéquates pour leur véritable participation. Seule la moitié des OSC interrogées ont indiqué qu'elles avaient été incluses dans le processus de consultation de la VNR de leur pays.

RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID

*Assurer un environnement favorable aux OSC
pour qu'elles puissent agir en tant que
partenaires de développement à part entière*

PARTENARIATS
INCLUSIFS



ÉVALUATION

Le VDem indique que "la démocratie mondiale en 2022 atteindra les niveaux de 1986" et International IDEA signale que "la moitié des démocraties mondiales sont en recul". Actuellement, 68 % de la population mondiale vit dans des autocraties, contre 48 % en 2010.

Les mesures restrictives de la loi Covid-19 ont été utilisées par les dirigeants pour éroder la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique. Au Cambodge, le gouvernement a utilisé la loi COVID-19 pour étouffer les manifestations, détenir et criminaliser les dirigeants de NagaWorld, un syndicat de travailleurs de casinos, en 2022.

RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID

Partager et publier régulièrement des informations pertinentes, opportunes et exactes qui aideront les OSC et le public.



ÉVALUATION

La transparence et la responsabilité se sont détériorées lorsque les gouvernements se sont précipités pour s'approvisionner pendant la pandémie.

La société civile est intervenue, jouant un rôle clé dans l'amélioration de la transparence, la demande de responsabilité publique, le suivi de l'exécution du budget, le plaidoyer pour des réponses fiscales et des services publics équitables et la sensibilisation du public à la corruption. Parmi les exemples, on peut citer les outils de suivi budgétaire des citoyens et les audits en temps réel soutenus par la société civile.

RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID

*Créer une plateforme unifiée pour
l'accès des citoyens*

TRANSPARENCE
ET RESPONSABILITÉ



ÉVALUATION

Une étude réalisée en 2022 par le DAES de l'ONU a révélé que 90 % des États membres ont créé des portails dédiés aux pandémies ou ont intégré les questions liées aux pandémies dans les portails nationaux. Dans la région ALC, la CEPAL a remarqué les efforts limités des gouvernements en matière de consultations en ligne et d'e-participation.

Covid-19 a mis en évidence l'ampleur de la fracture numérique. La multiplication des services en ligne tout au long de la pandémie n'a pas tenu compte des 2,9 milliards de personnes qui n'ont pas accès à l'internet dans le monde. Cette disparité était particulièrement prononcée parmi les communautés vulnérables et les habitants des zones rurales.

RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID

Les OSC invitent les gouvernements à se concentrer sur les résultats pour guider la prise de décision, le suivi et l'évaluation

SE CONCENTRER
SUR LES RÉSULTATS



ÉVALUATION

En 2021, le Covid Hygiene Hub a mené une enquête auprès de 65 pays en développement, soulignant les difficultés rencontrées dans l'évaluation de l'efficacité de la réponse au COVID-19. Ils ont cherché des indicateurs qualitatifs supplémentaires pour comprendre le "pourquoi" et le "comment" de l'impact du programme.

Une étude d'Oxford portant sur 106 pays révèle des disparités en matière de budgétisation, de suivi et de prestation de services de santé, certains pays excellent dans ce domaine (Pakistan, Micronésie, etc.). De nombreux pays ne disposent pas d'une approche systématique de la planification ni de capacités infranationales. Entre décembre 2021 et mai 2023, seuls 5 des 192 pays membres de l'OMS ont adopté l'examen universel de la santé et de la préparation pour le COVID, un outil d'évaluation volontaire.

RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID

*Inclure les besoins des secteurs marginalisés
dans la réponse à la pandémie*

NE LAISSER
PERSONNE DE CÔTÉ



ÉVALUATION

La crise Covid a aggravé les inégalités sur le marché du travail et dans les soins de santé, affectant de manière disproportionnée les groupes défavorisés tels que les jeunes et les populations autochtones (OCDE, 2022).

Une étude menée dans 15 pays a révélé que les populations moins visibles étaient négligées dans les réponses politiques. En Thaïlande, en Inde, au Mexique et au Royaume-Uni, le rôle vital de la société civile a été mis en lumière pour répondre aux vulnérabilités complexes des groupes à risque lorsque les gouvernements et les systèmes de santé ne parvenaient pas à fournir un soutien et une protection équitables.

RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID

*Adopter une approche fondée sur les
droits humains*

APPROCHE FONDÉE SUR LES
DROITS HUMAINS



ÉVALUATION

L'inégalité en matière de soins de santé reste une question cruciale pour les droits de l'homme, exacerbée par Covid-19. En août 2023, le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale a exhorté les États du Nord, en particulier l'Allemagne, la Suisse, le Royaume-Uni et les États-Unis, à renoncer aux droits de propriété intellectuelle sur les protections contre les pandémies telles que les vaccins, les traitements ou les technologies de soins de santé, afin de respecter pleinement les droits humains.

Environ 32 % de la population mondiale a reçu au moins un rappel de vaccin. Toutefois, dans les pays en développement tels que le Gabon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Burundi et Madagascar, ce pourcentage est inférieur à 1 %.

RECOMMANDATIONS POUR UNE RÉCUPÉRATION INCLUSIVE ET RÉSILIENTE DE LA COVID

APPROCHE
FÉMINISTE



Promouvoir l'égalité des genres, notamment en termes d'accès aux services publics

ÉVALUATION

La pandémie a exacerbé les inégalités entre les sexes, 940 millions de femmes âgées de 15 ans et plus connaissant une insécurité alimentaire modérée à sévère en 2021, contre 813 millions d'hommes dans la même tranche d'âge. Cet écart, principalement dû à des augmentations en Asie et en Amérique latine et Caraïbes, est passé de 1,7 % en 2019 à 4,3 % en 2021.

Dans un rapport de 2021, ONU Femmes a constaté que les femmes étaient nettement moins susceptibles de déclarer avoir reçu des gouvernements une aide en espèces liée à la pandémie (10 % des femmes contre 16 % des hommes). Les femmes monoparentales vivant avec des enfants ont été particulièrement laissées pour compte, ayant moins de la moitié de chances que les hommes monoparentaux vivant avec des enfants de recevoir une aide financière (12 % des femmes contre 25 % des hommes).

LE LONG CHEMIN VERS LE RÉTABLISSEMENT

L'appel à l'amélioration de l'architecture financière internationale actuelle, obsolète, dysfonctionnelle et injuste, a résonné lors du sommet 2023 sur les ODD, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, reconnaissant qu'il s'agissait là d'un "changement de donne pour accélérer la progression des ODD".

La société civile a joué un rôle essentiel dans le renforcement de l'engagement civique, la promotion des droits de l'homme et la fourniture de services sociaux pendant la pandémie. Il est donc essentiel que les États s'engagent à respecter les principes de la CED afin de garantir une reprise démocratique et équitable qui ne laisse personne de côté.

Visitez le site csopartnership.org pour en savoir plus sur le travail de la POED dans la promotion des principes de l'efficacité du développement.

